



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2021-2022

CS, YC/YC

P.V. ADECAE 01

**Sous-Commission « Avenir de l'Europe » de la Commission des
Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de
l'Immigration et de l'Asile**

Procès-verbal de la réunion du 08 novembre 2021

Ordre du jour :

Panel sur la compétitivité économique de l'Union européenne
- Echange de vues avec des représentants de la société civile

*

Présents : Mme Simone Beissel, M. Yves Cruchten, Mme Stéphanie Empain, Mme
Nathalie Oberweis, M. Claude Wiseler

M. Yves Carl, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Fernand Kartheiser

M. Sven Clement, observateur délégué

M. Cédric Scarpellini, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. Yves Cruchten, Président de la Commission

*

Panel sur la compétitivité économique de l'Union européenne
- Echange de vues avec des représentants de la société civile

Contexte de l'événement :

La Chambre des Députés a pris la décision de créer une sous-commission sur l'avenir de l'Europe au sein de laquelle sont représentés tous les partis politiques de la Chambre des Députés. La sous-commission a proposé d'organiser différents types d'événements dont l'approche principale consiste à laisser la parole aux citoyens.

Désireuse de laisser la parole aux citoyens et conformément à l'approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée préconisée par les institutions européennes, des groupes de discussion ont été menés sous le chapeautage de la Chambre des Députés afin d'identifier les sujets relatifs à l'avenir de l'Europe qui préoccupent le plus les résidents du Grand-Duché de Luxembourg. S'appuyant sur les résultats de ces groupes, la Chambre a invité des représentants d'acteurs institutionnels et de la société civile pour discuter des sujets qui préoccupent

le plus les résidents (luxembourgeois et étrangers). L'un des sujets mentionnés de façon spontanée par les citoyens était justement la compétitivité économique en Europe.

Sujet 3 : Une économie plus forte, justice sociale et emploi

A. Groupes de discussion

Description des préoccupations des citoyens

- **L'UE ne s'exprime pas d'une seule voix** : Malgré des ambitions communes, les Etats membres agissent prioritairement par intérêt national. Lorsque les Etats membres poursuivent des intérêts divergents, il est impossible d'aboutir à des accords communs au niveau européen. Le manque de cohésion et de pensée commune apparaît alors au grand jour.
- **La crise sanitaire a affaibli l'idée européenne** : Les mesures pour lutter contre la crise qui varient fortement d'un Etat membre à l'autre, les fermetures des frontières et l'absence de politique commune sont interprétées comme des symptômes d'un dysfonctionnement de l'UE. L'absence de réponse commune remet en question le principe d'une vraie union.
- **Les importations comme signe de faiblesse** : Souvent mentionnées dans le cadre de la crise sanitaire (surtout l'achat de masques), les importations sont perçues comme un signe de fragilité économique et comme une menace pour le sentiment communautaire. En d'autres termes, les participants en déduisent une trop forte dépendance vis-à-vis des autres puissances mondiales.
- **Le non-respect des valeurs européennes** : les valeurs qui caractérisent l'UE ne sont pas suffisamment prises en considération, *ce qui empêche un vrai sentiment de cohésion*. Selon certains participants, l'explication réside dans le fait que l'UE n'a pas assez insisté sur les valeurs, telle que la tolérance, au cours de la construction européenne.

Solutions avancées :

- **Production locale** : Le renforcement de la production industrielle au sein de l'UE afin de réduire les importations et la dépendance vis-à-vis des puissances mondiales devrait constituer une priorité. L'UE doit encourager la production locale par un cadre réglementaire qui prévoit des subventions et des aides européennes.
- **Nouvelles taxes** : L'UE devrait revoir la taxation des importations afin d'encourager une production et une consommation « locales ».
- **Les valeurs** : Accentuer les lignes directrices, les valeurs européennes et renforcer le contrôle du respect de ces valeurs.
- **La cohésion** : Renforcer l'idée européenne, le sentiment communautaire en évitant la compétition économique entre les Etats membres de l'UE. En d'autres termes, comme le décrivent certains participants, renforcer le fédéralisme européen.

B. Echanges au cours du Panel :

- Afin de renforcer l'économie européenne, **la fermeture unilatérale des frontières** ne doit cesser et le bon fonctionnement du marché unique doit être garanti. Le marché unique représente un avantage exceptionnel puisqu'il permet l'accès au marché européen pour toute entreprise, qu'elle soit européenne ou d'un Etat tiers. Les citoyens peuvent tirer profit du marché unique européen qui leur permet de bénéficier de produits et services européens d'autres pays. La pandémie a aussi abouti sur de nombreux problèmes pour les frontaliers dans toute l'Europe.

- Une fragmentation volontaire par **la fermeture des frontières**, mais aussi une fragmentation

involontaire par la non-finalisation du marché unique européen **empêche une reprise économique rapide**. Les seules grandes entreprises européennes qui pourraient concurrencer les entreprises américaines et chinoises sont celles du domaine du traitement des flux de paiement. Ceci s'explique par le simple fait que le marché unique des paiements est beaucoup plus intégré que pour les autres secteurs financiers. Il existe donc une marge d'amélioration pour l'UE en **finalisant simplement le marché unique** pour tous les produits et services.

- **Les fiscalités nationales** empêchent les banques européennes à se développer dans un contexte européen et à grandir à une taille similaire aux banques américaines ou chinoises. Leur rentabilité en souffre. Il faudrait améliorer un certain nombre de mesures fiscales.

- L'UE impose **trop de charges administratives** aux entreprises. Il faudra repasser en revue quelques-unes des directives européennes qui ont été mises en place suite à la crise financière de 2009, car certaines vont trop loin, notamment dans le secteur bancaire. Il faut **simplifier la bureaucratie imposée** par la Commission européenne pour permettre une liberté créatrice aux banques et entreprises en vue de leur bon développement à l'échelle internationale. L'argent utilisé pour remplir les obligations imposées manque par la suite aux banques et entreprises pour investir dans leur transition verte ou numérique et enlève la marge de manœuvre pour réagir rapidement aux développements à l'échelle internationale.

- En investissant davantage dans **la recherche et le développement** dans le domaine de la digitalisation et la neutralité climatique, l'Europe peut devenir un producteur mondial pour ces produits. Ceci est déjà le cas avec par exemple les offres d'investissements vertes par des fonds proposés par les banques.

- La Commission européenne **ne doit pas modifier trop rapidement** les directives et réglementations, ni ses grandes priorités. Il faut laisser le temps à l'économie de s'adapter aux changements déjà mis en place sinon l'UE risque une diminution de sa compétitivité. Un exemple concret : l'UE est déjà en train de discuter en détail des régulations liés à Bâle IV, alors que les États-Unis n'ont pas encore ratifié l'intégralité de Bâle III. Ceci contribue à un déséquilibre international qui est porteur d'un impact négatif directement les entreprises européennes.

- Un **protectionnisme européen n'est pas souhaitable**, car la rentabilité des entreprises en pâtirait. Une production entièrement destinée à la vente locale ou européenne sans possibilité d'export freinerait les investissements dans cette entreprise et celle-ci ne pourrait jamais se développer à une plus grande taille.

- **Un salaire minimum** européen ne poserait pas de problème aux entreprises luxembourgeoises et aiderait la cohésion sociale en Europe.

Sujet 1 : Changement climatique et environnement

- En **simplifiant la charge administrative** et en augmentant les investissements, plus de fonds pourraient être libérés par les entreprises afin de soutenir la transition verte par la recherche et de développement. De nouveaux produits qui aideraient d'autres entreprises dans les pays tiers à effectuer leur propre transition verte pourraient être inventés.

Sujet 4 : L'UE dans le monde

- L'UE ne peut **ni devenir autosuffisante ni viser une indépendance totale** par rapport au marché international. Les acteurs américains et chinois sont nécessaires à la production européenne, autant pour l'importation de matières premières que pour l'exportation de nos biens et services. Une production européenne de semi-conducteurs par exemple semble irréaliste. En outre, l'Europe risque de perdre de l'influence à l'avenir au vu de son évolution démographique et ne représentera qu'un

marché de moins en moins important en comparaison avec le marché asiatique. Toute tendance protectionniste risque de limiter davantage l'influence de l'Europe à l'échelle internationale et ne permettra pas de relocaliser la production industrielle en Europe.

- Les transitions verte et numérique ont déjà commencé mondialement, l'UE peut par ses traités et ses valeurs s'imposer sur la scène internationale en instaurant **un cadre légal servirait d'exemple mondialement**. Un tel exemple serait le respect du RGDP (une politique européenne) ou la classification des produits chimiques à l'échelle internationale. La nouvelle directive sur les chaînes d'approvisionnement ou les politiques liées à la transition verte ou numérique (ethical AI) peuvent devenir d'autres exemples de réussite, si l'UE parvenait à légiférer un cadre légal accepté par tous.

- L'UE est en avance par rapport à ses concurrents internationaux au niveau des services bancaires, mais ne réussit pas à capitaliser sur ce succès étant donné **la taille limitée de ses banques**. La création d'une grande banque européenne, ou la finalisation du marché des capitaux permettrait à l'UE de renforcer son pouvoir à l'international, de développer sa propre production et de mieux se protéger contre les rivaux internationaux.

- L'UE a besoin **d'une stratégie à long terme** pour mieux se positionner sur la scène internationale. Elle est exposée aux crises et aux développements internationaux, mais ne dispose pas d'une véritable vision commune pour s'imposer, comme en témoigne sa stratégie envers le Royaume-Uni, la Chine ou encore les États-Unis.

Sujet 5 : Valeurs et droits, Etat de droit, sécurité

- **Les valeurs européennes** représentent à la fois un avantage et un obstacle pour les entreprises et les banques européennes. Les valeurs européennes améliorent la qualité du produit européen et soutiennent les entreprises européennes face à une concurrence internationale, mais elles sont aussi révélatrices d'un certain **protectionnisme européen**. L'exportation de produits européens est ainsi souhaitée et efficace, mais l'importation de produits se compliquera avec la création de nouvelles règles aux frontières européennes (ex. Carbon Mechanism Tax, la nouvelle directive sur les chaînes d'approvisionnement, le Direct Investment Screening). La création d'un « level-playing field » au sein du marché européen, même pour les produits importés est souhaitable.

- Il faudrait **définir les valeurs européennes** et veiller à leur application harmonisée. Pour l'instant, le continent européen est encore fragmenté, ceci même pour ce qui en est du respect du droit. A titre d'exemple, l'Allemagne possède d'autres dispositions pour garantir le respect des valeurs européennes (verte, légale, sociale), notamment pour l'export, que la Grèce ou la Pologne. Une unification des règles, surtout pour l'import et l'export, en lien avec le respect des valeurs européennes unifierait le marché européen encore plus et simplifierait la charge administrative.

Sujet 6 : Transformation numérique

- La transformation numérique est un développement qui ne se laisse plus arrêter. **L'UE accuse déjà un certain retard** a déjà perdu son avance dans plusieurs secteurs, tandis que dans d'autres elle est en avance (comme pour la protection des données ou l'intelligence artificielle). Il faut continuer à investir et à soutenir les entreprises et la recherche dans ces domaines pour garder notre avance sur le plan international.

- En simplifiant la charge administrative, plus d'argent pourrait être libéré par les entreprises pour soutenir la transition numérique et améliorer leur production.

- La transformation numérique va faciliter l'ouverture internationale et permettra aux entreprises européennes d'investir et de se développer à l'international (en trouvant par exemple des clients sur des marchés asiatiques). Il ne faut pas freiner cette ouverture en optant pour **un protectionnisme européen ou une surcharge administrative aux frontières**. Ceci heurterait par la suite cette même

transformation numérique et l'Europe perdrait son avance sur le plan international.

Sujet 8 : Migration

- La population européenne diminue et vieillit de plus en plus. Pour contrer cette évolution qui entraîne des conséquences néfastes pour l'économie et les finances des États-membres, **l'immigration reste la seule alternative**. L'immigration reste un sujet délicat pour la politique, surtout quand elle est liée à la question de l'intégration. Toutefois, elle s'avère nécessaire pour les entreprises. Dans ce sens, il faudrait aussi améliorer la mobilité des travailleurs en Europe (la directive européenne sur le détachement des travailleurs) et adapter selon le besoin la main-d'œuvre immigrée des pays tiers par le système des « EU Blue Cards ».

- La mobilité des travailleurs européens est garante d'une certaine paix sociale, car elle permet aux citoyens européens de trouver un travail qui leur convient et leur ouvre d'autres opportunités.

Luxembourg, le 31 janvier 2022

Procès-verbal approuvé et certifié exact